

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 64

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA QUARANTANOVESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Strasburgo, 2-4 giugno 2003)

Raccomandazione n. 721 (1)
Sulla politica di sicurezza di un'Europa allargata –
risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 23 settembre 2003

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 64

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA QUARANTANOVESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Strasburgo, 2-4 giugno 2003)

Raccomandazione n. 721 (1)
Sulla politica di sicurezza di un'Europa allargata –
risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 23 settembre 2003

L'ASSEMBLÉE,

(i) Remerciant le Conseil de lui avoir transmis à temps la deuxième partie du Quarante-huitième rapport annuel et se félicitant de la détermination de la présidence grecque de continuer d'informer l'Assemblée sur le développement de la PESD;

(ii) Rappelant les obligations contractuelles des signataires du Traité de Bru-

xelles modifié de coopérer étroitement avec l'OTAN et d'informer l'Assemblée sur cette coopération et sur les activités de l'OTAN en matière de défense collective;

(iii) Rappelant les réponses du Conseil aux Recommandations nos 708 et 715, dans lesquelles celui-ci a confirmé la nécessité pour tous les pays de l'UEO de poursuivre leur coopération en faveur du développement d'une Europe plus stable et réaffirmé sa volonté de continuer à servir de forum de réflexion stratégique ouvert à la participation des représentants de tous les parlements nationaux concernés;

(1) Adoptée par l'Assemblée sans modification le 3 juin 2003, au cours de la deuxième séance.

(iv) Soucieuse de renforcer le rôle de l'Assemblée en tant que vaste forum de discussion sur les questions liées à la sécurité et la défense européennes et comme plate-forme unique de dialogue interparlementaire pour les délégations des pays européens membres de l'OTAN restant dans un premier temps en dehors de l'Union européenne et pour les autres futurs membres potentiels de l'UE, ainsi que pour les parlementaires de la Russie et de l'Ukraine;

(v) Convaincue que l'Union européenne ne peut pas devenir une entité crédible et capable d'agir de façon autonome sur la scène internationale si les pays membres ne sont pas prêts à souscrire à une obligation constitutionnelle de la défendre ou à une obligation contractuelle de se défendre mutuellement;

(vi) Souhaitant vivement que tous les pays européens associés à la PESD tirent les leçons de l'effet extrêmement dommageable des divisions qui se sont manifestées entre eux au sujet de la gestion du problème de l'Irak, en s'efforçant de rétablir une politique commune dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelles, comme ils s'y sont engagés dans les Traités existants et comme devra le confirmer un nouveau Traité constitutionnel;

(vii) Insistant donc pour que toute initiative visant à relancer le projet d'Europe de la défense — comme celle de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg — ne conduise pas à une fragmentation accrue de la PESD, mais débouche sur un projet permettant de progresser dans un esprit d'ouverture et d'inclusivité, contribuant ainsi à la réconciliation des positions à l'intérieur de l'Union européenne;

(viii) Confiante que l'élargissement actuel et futur de l'Union européenne et de l'OTAN favorisera une congruence et une

solide coopération entre les deux organisations et, par là même, la sécurité et la stabilité de l'Europe;

(ix) Regrettant néanmoins que l'UE ne soit pas parvenue jusqu'ici à lever les ambiguïtés existantes en ce qui concerne son rôle militaire et sa position en matière de défense;

(x) Soulignant par conséquent que le moment est venu pour le Conseil d'assumer pleinement ses responsabilités en mettant en oeuvre les engagements pris par les pays membres de l'UEO en décembre 1991, selon lesquels les Etats qui sont membres de l'Union européenne sont invités à adhérer à l'UEO dans les conditions à convenir conformément à l'article XI du Traité de Bruxelles modifié ou à devenir observateurs, s'ils le souhaitent, ce qui concerne les dix nouveaux pays membres de l'Union européenne;

(xi) Convaincue que, pour clarifier les relations futures entre un engagement de défense européen et un engagement transatlantique, il sera nécessaire de réviser de façon souple les conditions dans lesquelles un pays membre de l'Union européenne peut être invité à adhérer au Traité de Bruxelles modifié ou à tout protocole instituant une défense collective dans le cadre de l'Union européenne;

(xii) Souhaitant que la Bulgarie et la Roumanie, en tant que nouveaux pays membres de l'OTAN, bénéficient le plus vite possible d'un statut de membre associé, afin qu'elles aient la possibilité de participer pleinement aux activités de l'UEO et de son Assemblée;

(xiii) Souhaitant également que les pays des Balkans qui sont candidats à l'Union européenne et/ou à l'OTAN et qui cherchent à se familiariser avec la PESD et sa dimension démocratique en participant

aux activités de l'Assemblée de l'UEO puissent bénéficier des critères établis par le Conseil de l'UEO lors de sa réunion du Kirchberg, le 9 mai 1994, pour l'octroi d'un statut d'associé partenaire aux pays candidats ayant conclu ou s'appêtant à conclure un accord européen avec l'Union européenne;

(xiv) Soulignant la nécessité majeure de profiter dans toute la mesure possible des initiatives prises récemment au sein de la Convention et en dehors pour donner une impulsion à la coopération européenne en matière d'armement;

(xv) Souhaitant à cet égard que le GAEO, en tant qu'organe le plus inclusif en la matière, adopte une démarche plus dynamique en tant que fédérateur des initiatives en cours et regrettant par conséquent qu'il n'ait tenu aucune réunion ministérielle au cours du deuxième semestre 2002;

(xvi) Insistant sur la nécessité primordiale de préserver le suivi régulier de toutes les activités intergouvernementales en matière de PESD par une Assemblée interparlementaire composée de délégations des parlements nationaux, à laquelle le Parlement européen serait invité et à laquelle le Conseil devra faire régulièrement rapport;

(xvii) Réitérant dans ce contexte sa Résolution n° 107 dans laquelle il est proposé de créer une synergie entre l'Assemblée et le Parlement européen en vue d'organiser des réunions conjointes, auxquelles les instances compétentes de l'Union européenne s'adresseraient régulièrement,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De continuer d'inclure dans son rapport annuel des informations sur les développements de la PESD, couverte par

le préambule et l'article VIII du Traité de Bruxelles modifié ainsi que sur les activités de l'OTAN en vertu de l'article IV du Traité;

2. De prendre une initiative pour que des réunions informelles des commissions de l'Assemblée puissent être organisées avec les membres du COPS;

3. De donner suite au paragraphe 2 de la Recommandation n° 715 en invitant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie, la Slovénie ainsi que la Hongrie, la Pologne et la République tchèque à indiquer si elles souhaitent adhérer au Traité de Bruxelles modifié et d'engager, le cas échéant, des négociations appropriées avec les pays en question dès que leur entrée simultanée à l'Union européenne et à l'OTAN sera effective;

4. De donner suite au paragraphe 3 de la Recommandation n° 715 en invitant la Bulgarie et la Roumanie à devenir membres associés de l'UEO dès l'entrée en vigueur des protocoles d'accession au Traité de Washington;

5. D'étudier en priorité les possibilités qui se présentent en vue:

(a) d'offrir à certains pays des Balkans comme la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, l'ARYM et l'Albanie, mais aussi la Serbie et le Monténégro, un statut à l'UEO qui corresponde au degré de développement des relations de ces pays avec l'Union européenne, en s'inspirant des critères établis dans la Déclaration du Kirchberg du 9 mai 1994;

(b) d'encourager l'Assemblée, le cas échéant par une déclaration politique, à donner à certains de ces pays des possibilités accrues de participation à ses activités;

6. D'inciter les pays membres du GAEO à faire en sorte que celui-ci soit utilisé davantage en tant qu'instrument intergou-

vernemental pour harmoniser les besoins en matière d'équipements et statuer par consensus sur les programmes d'acquisition et sur l'établissement d'un seuil minimum de capacités dont chaque pays devrait disposer;

7. De soutenir toute initiative visant à confier l'exécution des programmes convenus à une agence qui pourrait prendre ses décisions à la majorité qualifiée, éventuellement dans le cadre d'un protocole ouvert à la signature d'autres pays;

8. De veiller à ce que cette coopération renforcée en matière d'équipement soit ouverte à tous les pays européens membres de l'OTAN et aux autres candidats à l'adhésion à l'Union européenne;

9. De s'assurer que le GAEO tienne au moins une réunion ministérielle par semestre afin de donner les impulsions nécessaires par une approche « du haut vers le bas » (top-down) et que le Président de l'Assemblée soit invité à y prendre la parole.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 721 (1)
Sulla politica di sicurezza di un'Europa allargata —
risposta alla relazione annuale del Consiglio**

L'ASSEMBLEA,

(i) Ringraziando il Consiglio di averle trasmesso in tempo la seconda parte della 48^a relazione annuale e complimentandosi per la decisione della presidenza greca di continuare a informare l'Assemblea sullo sviluppo della PESD;

(ii) Richiamati gli obblighi contrattuali dei firmatari del Trattato di Bruxelles modificato a cooperare strettamente con la NATO e a informare l'Assemblea su questa cooperazione e sulle attività della NATO in materia di difesa collettiva;

(iii) Richiamate le risposte del Consiglio alle raccomandazioni n.708 e 715, in cui esso ha confermato la necessità per tutti i paesi UEO di continuare la loro cooperazione a favore dello sviluppo di una Europa più stabile e ribadito la propria volontà di continuare a essere un forum di riflessione strategica aperto alla partecipazione dei rappresentanti di tutti i parlamenti nazionali interessati;

(1) Adottata dall'Assemblea senza modifiche il 3 giugno 2003, seconda seduta.

(iv) Nell'intento di rafforzare il ruolo dell'Assemblea come ampio forum di discussione sulle questioni della sicurezza e difesa europea e come piattaforma unica di dialogo interparlamentare per le delegazioni dei paesi europei membri della NATO rimasti inizialmente fuori dall'Unione europea e per gli altri futuri potenziali membri dell'UE, come pure per i parlamentari di Russia e Ucraina;

(v) Nella convinzione che l'Unione Europea non possa diventare una entità credibile e capace di agire in modo autonomo sulla scena internazionale se i paesi membri non saranno pronti a sottoscrivere un obbligo costituzionale in ordine alla difesa o un obbligo contrattuale di difesa reciproca;

(vi) Auspicando vivamente che tutti i paesi europei associati alla PESD traggano insegnamento dall'effetto assai negativo delle divisioni manifestatesi tra di loro sulla gestione del problema iracheno, puntando a ristabilire una politica comune nello spirito di lealtà e reciproca solidarietà, come si sono impegnati a fare nei Trattati esistenti e come un nuovo Trattato costituzionale dovrà confermare;

(vii) Ribadito perciò che ogni iniziativa mirante a rilanciare il progetto di Europa della difesa — come quella di Germania, Belgio, Francia e Lussemburgo — non porti a una ulteriore frammentazione della PESD, ma a un progetto che permetta di progredire in ispirito di apertura e inclusività, contribuendo così alla riconciliazione delle posizioni all'interno dell'Unione europea;

(viii) Confidando che l'allargamento attuale e futuro dell'Unione europea e della NATO favorirà la congruenza e una salda cooperazione tra le due organizzazioni e, in conseguenza, la sicurezza e la stabilità dell'Europa;

(ix) Rammaricandosi comunque che l'UE non sia ancora arrivata a eliminare le ambiguità riguardo il suo ruolo militare e la sua posizione in materia di difesa;

(x) Sottolineato che è giunto il momento per il Consiglio di assumere pienamente le sue responsabilità mettendo in atto gli impegni presi dai paesi membri della UEO nel dicembre 1991, secondo i quali gli Stati membri dell'Unione europea sono invitati ad aderire alla UEO alle condizioni da convenirsi in base all'articolo XI del Trattato di Bruxelles modificato, ovvero, se lo desiderano, a diventarne osservatori, il che riguarda i dieci nuovi paesi membri dell'Unione europea;

(xi) Nella convinzione che, per chiarire i futuri rapporti tra un impegno di difesa europea e un impegno transatlantico, sarà necessario rivedere con cautela le condizioni a cui un paese membro dell'Unione europea può essere invitato ad aderire al Trattato di Bruxelles modificato o ad altri protocolli istitutivi di una difesa collettiva nel quadro dell'Unione europea;

(xii) Auspicando che Bulgaria e Romania, in quanto nuovi membri della NATO, ricevano al più presto lo status di membro associato, affinché abbiano la possibilità di partecipare pienamente alle attività dell'UEO e della sua Assemblea;

(xiii) Auspicando inoltre che i paesi dei Balcani candidati all'Unione europea e/o alla NATO e che vogliono familiarizzarsi con la PESD e la sua dimensione democratica partecipando alle attività dell'Assemblea della UEO possano beneficiare dei criteri stabiliti dal Consiglio della UEO il 9 maggio 1994, nella riunione di Kirchberg, per la concessione dello status di partner associato ai paesi candidati che abbiano concluso o si apprestino a concludere un accordo europeo con l'Unione europea;

(xiv) Sottolineata la forte necessità di avvalersi massimamente delle iniziative recenti adottate nell'ambito della Convenzione e al di fuori di essa per dare impulso alla cooperazione europea in materia di armamenti;

(xv) Auspicando a questo proposito che il GAEO, in quanto organo più disponibile in questo settore, adotti un passo più dinamico come unificatore delle iniziative in corso, e rammaricandosi quindi che esso non abbia tenuto alcuna riunione ministeriale nel secondo semestre del 2002;

(xvi) Insistendo sulla primaria necessità che tutte le attività intergovernative in materia di PESD vengano seguite regolarmente da una Assemblea interparlamentare composta da delegazioni dei parlamenti nazionali, alla quale sia invitato il Parlamento europeo e cui il Consiglio dovrà presentare regolari relazioni;

(xvii) Ribadita in tale contesto la sua Risoluzione n. 107 nella quale si propone di creare una sinergia tra l'Assemblea e il Parlamento europeo in vista di organizzare riunioni congiunte, cui si possano rivolgere regolarmente le competenti istanze dell'Unione europea,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. di continuare a comprendere nella sua relazione annuale le informazioni su-

gli sviluppi della PESD, di cui al preambolo e all'articolo VIII del Trattato di Bruxelles modificato, oltre alle informazioni sulle attività della NATO di cui all'articolo IV del Trattato;

2. Di prendere l'iniziativa perché si possano organizzare riunioni informali delle commissioni dell'Assemblea con i membri del COPS;

3. Di dare seguito al paragrafo 2 della Raccomandazione n. 715 con l'invitare Estonia, Lettonia, Lituania, Slovacchia, Slovenia, oltre a Ungheria, Polonia e Repubblica ceca a dire se intendono aderire al Trattato di Bruxelles modificato ed eventualmente avviare appositi negoziati con i paesi in questione a partire dal momento in cui sarà effettiva la loro adesione contemporanea all'Unione Europea e alla NATO;

4. Di dare seguito al paragrafo 3 della raccomandazione 715 con l'invitare Bulgaria e Romania a diventare membri associati della UEO a partire dall'entrata in vigore dei protocolli di accesso al Trattato di Washington;

5. Di studiare in via prioritaria le possibilità che si presentano in vista di:

(a) offrire ad alcuni paesi balcanici come Croazia, Bosnia-Erzegovina, FYROM e Albania, ma anche Serbia e Montenegro, uno status presso la UEO che corrisponda al livello di sviluppo delle relazioni di questi paesi con l'Unione europea, ispiran-

dosi ai criteri stabiliti nella Dichiarazione di Kirchberg del 9 maggio 1994;

(b) incoraggiare l'Assemblea, eventualmente con una dichiarazione politica, a dare ad alcuni di questi paesi maggiori possibilità di partecipazione alle sue attività;

6. Di esortare i paesi membri del GAEO a fare in modo che quest'ultimo sia utilizzato maggiormente come strumento intergovernativo per armonizzare le necessità nel settore degli equipaggiamenti e a decidere consensualmente sui programmi di acquisizione e sulla determinazione di una soglia minima di capacità di cui ogni paese dovrebbe disporre;

7. Di sostenere ogni iniziativa mirante ad affidare l'esecuzione dei programmi concordati a una agenzia che possa assumere decisioni a maggioranza qualificata, eventualmente nel quadro di un protocollo aperto alla firma di altri paesi;

8. Di curare che tale cooperazione rafforzata in materia di equipaggiamenti sia aperta a tutti i paesi europei membri della NATO e agli altri che sono candidati all'adesione all'Unione europea;

9. Di assicurarsi che il GAEO tenga almeno una riunione ministeriale al semestre, affinché siano dati i necessari impulsi con un approccio « dall'alto al basso » (top-down), e che il Presidente dell'Assemblea venga invitato a prendervi la parola.

